

LES LYCÉES PROFESSIONNELS DOIVENT RESTER AU SERVICE DES ÉLÈVES !

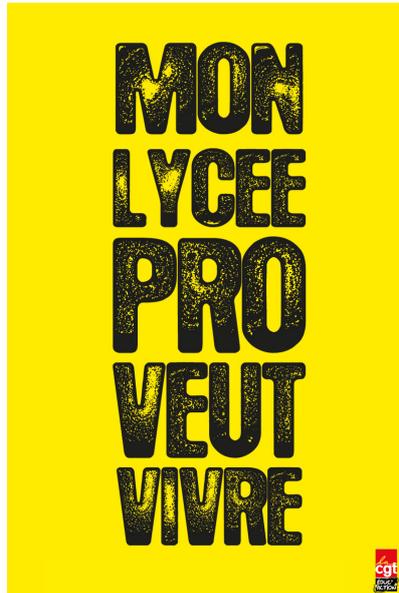
En septembre, le président Macron a annoncé vouloir réformer une nouvelle fois l'enseignement professionnel sous statut scolaire. Derrière une prétendue « revalorisation » des lycées professionnels, se cache en réalité la volonté de soumettre les lycées professionnels aux besoins immédiats des employeur-ses.

LA CRÉATION d'un ministère délégué à l'enseignement professionnel (confié à Carole Grandjean) sous la double tutelle du ministre du travail, du plein-emploi et de l'insertion et du ministre de l'Éducation nationale, symbolise cette nouvelle orientation. Les lycées professionnels ne sont désormais plus gérés que par la ministre déléguée !

Alors que la réforme de l'apprentissage est dénoncée par un grand nombre des acteur-trices de la formation professionnelle, le président la prend comme modèle. Il a annoncé vouloir supprimer du temps de formation en lycée pour augmenter le temps de présence des élèves dans les entreprises. On ne forme pas mieux « sur le tas » et l'entreprise n'est pas le lieu idyllique de la formation professionnelle. Elle présente pour les jeunes, qui peuvent moins se défendre, des risques aggravés d'exposition aux produits dangereux, aux accidents du travail et aux violences sexistes et sexuelles.

L'autonomie renforcée des établissements, à travers les « expérimentations locales » va aggraver les inégalités sociales et territoriales et conduire à la dislocation du cadre national. L'introduction des compétences est déjà une attaque forte contre le diplôme et la qualification qu'il certifie, et les droits collectifs qui y sont liés.

Autre annonce, la mise en adéquation de la carte des formations scolaires avec les besoins immédiats des entreprises locales et les fermetures de formations prétendument non-insérantes. L'entrée uniquement



par l'insertion est inquiétante, un-e jeune de LP n'est pas qu'un-e futur-e travailleur-se, c'est aussi un-e citoyen-ne en formation. La voie professionnelle doit permettre l'insertion professionnelle ET les poursuites d'études, selon le choix de l'élève, mais elle doit aussi offrir un accès à une culture générale de haut niveau.

Toutes ces mesures vont entraîner des suppressions de postes massives : c'est bien un plan social qui s'annonce dans les Lycées Professionnels. Une première estimation de Daniel Bloch (ancien recteur qui avait mis en place le Bac Pro dans les années 80) est de 8000 à 10 000 suppressions de postes avec la réforme.

La grève du 18 octobre a été historique et à la hauteur des enjeux. C'est bien une grève majoritaire qui s'est déroulée. Le taux de grévistes a dépassé en moyenne 60 % pour culminer dans de nombreux établissements à plus de 80 % comme

dans les académies parisiennes. Beaucoup de LP ont été décrétés « lycées morts » et ont affiché sur leurs grilles des banderoles exprimant leur colère et leur détermination. Les cortèges ont été très fournis : plus de 3 000 à Paris (1 PLP sur 3 !), 1 200 à Marseille, 1 000 à Bordeaux, 800 à Grenoble, 700 à Montluçon... La grève du 17 novembre a confirmé le refus massif des personnels de la réforme Macron de démantèlement de la voie professionnelle.



L'intersyndicale (dont sont sortis le SGEN-CFDT et le SNETAA-FO) maintient donc sa volonté de continuer les luttes et

appelle les collègues à poursuivre la mobilisation, en organisant en particulier des actions établissements sur le mois de décembre (déploiement de banderoles, interpellations des élu-es, réunions avec les parents, tractages...) dans la perspective de construire une troisième journée de mobilisation en janvier.